

EDITO

Collectivités Territoriales et associations partenaires de projets de développement au Burkina Faso, nous savons à quel point il est souvent difficile de conduire nos partenariats efficacement dans une logique de développement et de réciprocité.

L'objectif d'Horizons Solidaires et en particulier des plates-formes pays est d'améliorer nos approches par l'échange d'expériences et la connaissance mutuelle.

Pour aller encore plus loin vers la professionnalisation des pratiques, le Conseil Régional a confié à Horizons Solidaires l'animation d'un programme de concertation. Ce programme a pour objectif, après la réalisation d'un état des lieux des forces et faiblesses de nos partenariats, de renforcer nos capacités en construisant ensemble un plan de formations adapté.

Ce programme déjà engagé depuis 2007 avec le Mali a porté ses fruits et est amené à s'étendre à tous les pays en partenariats avec nos structures bas-normandes.

2008 verra donc la mise en place du Groupe de Coopération Burkina Faso. Basé sur le volontariat, nous vous invitons à vous y investir. Chacun à des niveaux différents y trouvera matière à améliorer ses pratiques.

L'ensemble des plates formes d'Horizons Solidaires évolueront progressivement vers les programmes de concertation.

Gwenaëlle ROSSIGNOL
Chargée de Mission Horizons Solidaires

Les pages thématiques
Agriculture et sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire de la planète, un enjeu pour aujourd'hui et pour demain

par Jean-Yves CLAVREUL

Le spectre de la famine dénoncé par des esprits clairvoyants comme Jean Ziegler et Edgar Pisani n'est plus une menace pour l'avenir mais une dure réalité vécue dans de nombreux pays.

Ce fléau prédit se révèle à la faveur de nombreux facteurs : poussée démographique dans les pays du sud, aléas climatiques, raréfaction des terres cultivables, subventions des productions de céréales dans les pays du nord, demande de céréales et de viande dans les pays émergents, envolée des cours du pétrole et progression des cultures de biocarburants...

La situation actuelle laisse présager que les décennies prochaines vont voir s'amplifier les flux migratoires des zones rurales vers les villes, de pays à pays et même de continent à continent. Ces mouvements migratoires de la faim existent déjà mais comment les contenir voire les limiter ?

Pour l'heure, l'arrêt des exportations de céréales et notamment du riz par les pays grands producteurs d'Asie, préférant garder leur production pour leur

population, va permettre à certains pays du sud de mieux exploiter leurs propres aménagements hydro agricoles. Des pays comme le Sénégal, la Mauritanie, le Mali, le Cameroun et même le Burkina Faso pourront redémarrer et intensifier leur production rizicole dans de bonnes conditions. Pour se faire un accent particulier sera mis sur le renforcement des organisations de producteurs, la formation des riziculteurs et notamment des petits exploitants.

Les paysans devront se tourner vers des méthodes culturales moins gourmandes en eau et en intrants chimiques. Le Système de Riziculture Intensive (SRI) pratiqué à Madagascar par 200.000 riziculteurs et expérimenté dans une trentaine de pays en Asie et en Afrique devrait être largement vulgariser. Cette méthode permet de passer d'un rendement de riz de 2 t ha en culture traditionnelle à 8 – 10 – 12 t ha voire même plus en culture biologique. Voir sur internet le Site www.tefysaina . et une vidéo sur YOUTUBE avec mot de passe riziculture.

Tous les pays ne peuvent produire du riz et l'amélioration de la production des autres céréales comme le mil, le maïs sont possible et pourra couvrir la demande croissante pour les décennies à venir. Il convient de recréer les conditions environnementales pour accroître de manière significative et durable la production des cultures vivrières.

Aujourd'hui, dans de nombreux pays sahéliens, il est possible de promouvoir une approche agro-sylvo-pastorale des terroirs afin de les restaurer. Il est temps de

passer du concept de la cueillette à une gestion rigoureuse et efficace de l'environnement.

La ferme pilote de Guié au Burkina Faso en est un exemple vivant et efficace. Huit villages se sont regroupés pour réfléchir et pour agir afin de restaurer les terroirs. Ensemble, ils mettent en œuvre toutes les techniques de conservations des eaux et des sols (CES / DRS).

Les agriculteurs de la ferme de Guié obtiennent 3.200 kgr ha de céréales, là où les autres ne récoltent que 300 kgr ha.

Les différents Chefs d'Etats concernés par les problèmes alimentaires de leur pays vont se retrouver pour une grande réunion au siège de la FAO les 3-4 -5 juin prochain. Que va-t-il sortir d'une telle réunion ?

A notre niveau, face à ce problème de la Faim que pouvons nous faire? Horizons-Solidaires par sa proximité avec le terrain, ses multiples champs d'action et ses compétences peut certainement répondre à de nombreux besoins en éducation, formation pour lutter efficacement et durablement contre cette crise alimentaire qui risque de s'installer durablement dans de nombreux pays. Dès aujourd'hui, les associations regroupées en plate forme peuvent réfléchir et agir efficacement en conjuguant leurs expériences.

Jean Yves Clavreul

Un travail d'analyse à paraître sur les « Profils Pays de la Sécurité Alimentaire » dont le but est de fournir une photographie

analytique d'indicateurs clés liés aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire a été mené par le CILSS et le CSAO. La finalité de cette analyse est de permettre aux différentes catégories de décideurs (gouvernements, organisations de la société civile, partenaires techniques et financiers...) de disposer d'éléments leur permettant de comprendre la persistance ou non des crises alimentaires et nutritionnelles, de mesurer les efforts d'investissement dans la sécurité alimentaire, mais surtout de décider des actions utiles à prendre pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable.

Le rapport complet de l'analyse sera bientôt disponible sur le site : www.food-security.net

Le profil sécurité alimentaire du Burkina-Faso présente les différentes cause liées à la disponibilité des aliments, à l'accessibilité des aliments, et à l'utilisation des aliments.

Cette étude met en avant que si la disponibilité alimentaire du Burkina-Faso est globalement suffisante, elle cache souvent des disparités régionales. L'agriculture est fortement dépendante des précipitations pluviométriques (sécheresses répétées et imprévisibles, inondations) se pratique sur des sols dégradés et de faible teneur en éléments nutritifs ; le faible niveau de formation technique et d'équipe-

-ment des producteurs, le problème de sécurisation foncière, le coût élevé des intrants, et la forte fluctuation des prix,

constituent les principaux facteurs limitants de la production agricole. Ces limites, conjuguées avec l'accroissement démographique ne sécurisent pas la disponibilité alimentaire du pays à long terme et conséquemment la sécurité alimentaire. Cependant depuis ces 15 dernières années, suite à un accroissement des superficies emblavées et au développement des cultures de contre saison, les disponibilités alimentaires totales ont suffi (dans 12 années sur 15) pour couvrir les besoins de la totalité des Burkinabé. Les importations et les aides alimentaires ont nettement diminué.

Pourtant, certaines zones du pays sont structurellement déficitaires et doivent continuer à importer des céréales des zones voisines. En effet, malgré une disponibilité nationale suffisante, le problème d'accès aux produits agricoles reste préoccupant pour une part non négligeable de la population. Une des principales raisons s'explique par les facteurs de pauvreté qui se sont aggravés ces dernières années et des revenus très précaires. Des efforts d'infrastructures de stockages et routières ont été effectués, mais ils demandent néanmoins à être renforcés. Les localités situées dans le Sahel souffrent particulièrement d'enclavement. Par ailleurs, malgré une forte volonté de la part des organisations de producteurs de s'impliquer dans la commercialisation des produits alimentaires, le marché reste dominé par le réseau commercial privé qui reste majoritairement informel.

La problématique de la sécurité alimentaire au Burkina Faso se pose donc davantage en termes d'incapacité à accéder à une nourriture variée et en quantité suffisante.

Cela se traduit par une alimentation non adaptée en quantité et en qualité réduisant ainsi une frange importante de celle-ci à la malnutrition, à la sous-alimentation chronique (39% des enfants de moins de 5 ans connaissent une malnutrition chronique, 91% des mères sont anémiées). Le manque d'éducation des mères conjugué avec les facteurs sanitaires (faible couverture), est également à l'origine des taux importants de malnutrition. Les pratiques alimentaires jouent également un rôle non négligeable. Les produits autres que les céréales sont pour la plupart destinés à la vente et non consommés au niveau du ménage, ce qui se traduit par un régime alimentaire pauvre en lipide, en protéines et en micro nutriments. On peut citer le cas de la région du Sud Ouest où il n'y a pas de problème de disponibilité alimentaire et d'accès aux aliments, mais où les taux de malnutrition sont parmi les plus élevés du pays.

Les organisations professionnelles et interprofessionnelles investissent de façon croissante le champ du dialogue politique, mais demeurent encore faibles face à l'ampleur des défis qui les concernent.

Le passage à une agriculture maîtrisée et cohérente, protectrice et conservatrice des ressources naturelles, productive et compétitive (nécessitant une sécurisation de l'accès au foncier, un renforcement des infrastructures de stockage et de transformation des produits, une protection des marchés, et un appui à la formation et l'organisation des producteurs, etc.), apparaît aujourd'hui comme l'option fondamentale capable de garantir des revenus stables.

La nutrition demeure un secteur d'investissement encore trop délaissé. Les

efforts pour élargir le champ de la prévention des crises alimentaires et causes de la vulnérabilité devraient mieux cibler les interventions et inscrire les actions de court terme dans une vision à plus long terme.

AUTEURS :

- Gret (Anne Wagner, Bénédicte Hermelin et Olivier Bruyeron) ; Iram (Vanessa Alby-Flores et Benoît Faivre-Dupaigre) ; Ici (Claire Kaboré et Claire Ficini) en collaboration avec M. Drissa Napon, consultant national du Burkina Faso

- Coordination technique et méthodologique (CSAO (*Léonidas Hitimana*), CILSS (*Amadou Konaté*), FEWS NET (*Salif Sow*))

CONCEPTEURS, PROPRIETAIRES DE L'INITIATIVE & CONTACTS:

- CSAO (Jean Sibiri Zoundi jeansibiri.zoundi@oecd.org)

- CILSS (Dramane Coulibaly dramane.coulibaly@cilss.bf)

Julie Villain

Chargée de mission Horizons Solidaires

Note d'actualité sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest

La sécurité alimentaire des ménages les plus pauvres des milieux urbains et ruraux menacée par la hausse des prix des denrées alimentaires - Dans les pays sahéliens, près de 3,4 millions de personnes risquent d'être affectées.

<http://www.food-security.net/actualites.php?id=787>

**La hausse des prix alimentaires au Sud :
causes, conséquences, propositions**

Des chercheurs du CIRAD proposent des contributions et analyses sur les causes et effets de la hausse des prix

<http://www.cirad.fr/fr/actualite/communiqu.php?id=919>

Le Burkina Faso pris aussi dans la tourmente de la hausse des prix à la consommation :

<http://www.cirad.bf/doc/hausprixbf0804.pdf>

**Témoignage
Association Amitiés Banounou-Lyautey**

Mission décembre 2007 janvier février 2008

En priorité, des contacts ont été pris avec les autorités administratives et coutumières (Préfet, Maire, Inspecteur de l'Education de Base, Chef de village et notables), le nouveau directeur d'école, Monsieur A Ouédraogo et le village pour vérifier la pertinence du projet mis en place précédemment.

Education

L'état a construit une nouvelle classe et a doté l'ensemble des élèves de fournitures de base et de manuels scolaires pour toutes les matières. Par contre le mobilier reste très rudimentaire et le toit de l'ancienne école n'est pas étanche. Des élèves ont été refusés faute de tables.

La nouvelle équipe enseignante se compose de: Abdoulaye Ouédraogo, directeur 78 élèves CM1 CM2, Jacqueline Sawadogo, 60 élèves CE2, Kadidia Samporé 43 élèves CE1, Bernadette Compaoré et Dianda Sonabo, dans la même salle, 60 élèves CP1 CP2.

C'est une équipe tonique avec laquelle nous avons eu d'excellents rapports.

Des stylos et des cahiers sont achetés pour les 60 élèves de l'école satellite : CP1 CP2 bilingue.

L'association a versé 50 € à l'APE qui va les utiliser pour la réfection des tableaux et du sol. Elle a également versé 50 € à l'AME. Cette somme servira à acheter des arachides qui seront revendues au profit de la cantine. Cette somme sera aussi utilisée pour acheter des semences afin d'entreprendre du maréchage autour du nouveau forage. Cette action vise également à financer la cantine qui pour le moment ne fonctionne plus.

La bibliothèque qui a été transférée dans le nouveau bâtiment compte à ce jour 811 titres, régulièrement.

Forage

L'antenne de l'association Eau Vive à Ouagadougou nous a conseillés dans le choix des entrepreneurs et dans notre démarche. Après consultation des différents devis, le forage dans le périmètre scolaire est confié à Monsieur Taho de l'entreprise AFCOM (Afrique Forage Compagnie). Après huit jours et plusieurs nuits de travail, la nappe d'eau est atteinte à moins 61 mètres. L'eau qui jaillit est d'excellente qualité et a un débit de près de 2 mètres cubes à l'heure. Un rapport détaillé nous est fourni à l'issue des travaux.

Peuvent alors commencer la formation à la gestion de l'eau, la pose de la pompe et la construction de l'aménagement autour de cette pompe. Un contrat est signé avec Monsieur Isaac Ouédraogo, artisan maçon à Arbolé qui installe la pompe et aménage le site (margelle, murets, rigole, bassin, puits perdu). Des hommes du village fournissent les charrettes d'agrégats, aident à la mise en oeuvre. Les femmes apportent l'eau nécessaire.

Afin d'assurer la pérennisation du forage, l'association a financé un cycle de formation d'une semaine assurée par Monsieur A Coulibaly de l'APEPRU (Association pour la

Promotion de l'Eau Potable en milieu Rural et Urbain). Cette formation a permis la constitution d'un comité de gestion de l'eau et la formation à l'hygiène et à la bonne gestion de l'eau, des livres de compte.....

Elle a duré huit jours et a rencontré un vif succès auprès de la population. Monsieur Coulibaly nous a fourni un rapport détaillé à la fin de son intervention. Lors de nos visites au village, nous constatons que la pompe sur le forage que l'association a aidé à restaurer il y a trois ans fonctionne toujours. L'installation est bien entretenue et la gestion de l'eau est assurée.

Il est à noter que le Chef du village (qui n'est pas encore intronisé) participe activement à toutes les rencontres et nous accompagne pendant notre présence au village.

Un dossier a été déposé auprès de l'administration par les habitants pour que Banounou soit érigé en village. Le dossier est enregistré mais il faudra attendre quelque temps pour savoir si cette démarche a effectivement abouti. Ce n'est qu'après la reconnaissance de cette structure administrative que le village pourra mettre en place un Comité Villageois de Développement.

Le 23 février a eu lieu la fête de présentation des réalisations en présence des autorités administratives et coutumières. Le nouveau forage a été officiellement inauguré et chacun a pu actionner la pompe pour faire couler l'eau claire.

A Caen le 12 mars 2008
Gilbert Brassy et Arlette Babin
Amitiés Banounou Lyautey

Cités Unies France

La prochaine réunion du groupe-pays Burkina Faso aura lieu **le 13 juin 2008**, dans les locaux de Cités Unies France.

La **11ème journée de la coopération décentralisée franco-burkinabé** sur le thème de la place de la femme dans le processus de décentralisation et de la coopération décentralisée au Burkina Faso aura lieu **le 17 mai 2008**, à l'Ambassade du Burkina Faso en France.

Afin d'accueillir les élu(-e)s issu(-e)s des derniers scrutins locaux et leurs équipes en charge de la coopération décentralisée, - Cités Unies France a le plaisir de vous faire part de l'organisation d'une nouvelle Journée de la coopération décentralisée intitulée

« **Nouvelle mandature, nouveaux regards sur la coopération décentralisée ?** », une rencontre organisée le **jeudi 5 juin 2008, au siège de Cités Unies France, 9 rue Christiani - 75018 Paris, de 9h30 à 16h30.**

Cette Journée, destinée aux élus, personnels et partenaires des collectivités françaises engagées ou souhaitant s'engager en coopération décentralisée, a pour objectifs de :

- faire le point des enjeux clés de la coopération décentralisée,
- envisager son articulation avec les coopérations bilatérale et multilatérale,
- rencontrer les principaux interlocuteurs institutionnels
- échanger avec des élus locaux du réseau de Cités Unies France,

-discuter de perspectives pertinentes pour les territoires

-esquisser de nouvelles pistes de travail, qui pourront ensuite être explorées, tant individuellement au sein des partenariats que collectivement, au sein des pôles géographiques et groupes thématiques de Cités Unies France.

Charles Josselin, Président de Cités Unies France, ouvrira les débats de cette Journée qui rassemblera plusieurs élus locaux de notre réseau occupant ou ayant occupé une place active sur la scène internationale ; la Délégation pour l'action extérieure des collectivités locales du Ministère français des Affaires Etrangères et Européennes, l'Agence Française de Développement ainsi que l'équipe de Cités Unies France.

Le déroulé provisoire de cette Journée, le bulletin d'inscription accompagné d'une fiche d'information sur les attentes des participants sont d'ores et déjà en ligne sur notre site Internet:
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique44>

Info diverses

La **3ème Conférence annuelle de l'Observatoire de la Coopération Décentralisée UE-ALC** se tiendra **du 26 au 28 mai 2008**, à Barcelone.

Le Salon des Solidarités se tiendra **du 6 au 8 juin 2008**, à Paris.

Les gouvernements locaux ont un rôle clé dans la prévention et la résolution des conflits, la consolidation de la paix et la reconstruction après les conflits. La ville de La Haye accueillera la **Première Conférence Mondiale sur la Diplomatie des Villes du 11 au 13 juin 2008**.

FOIRE AFRICAINE édition 2008 :

► **Du lundi 26 au jeudi 29 mai :**
- Interventions de la compagnie WAMDE dans les groupes scolaires de Quetigny ; exemples d'ateliers proposés aux scolaires : danse, chant, musique, tissage, batik...

► **Vendredi 30 mai :** salle MENDES FRANCE à 20H30 : concert / spectacle de WANDE

► **Samedi 31 mai et dimanche 1er juin,** de 10H00 à 20H00 en continu : MARCHÉ ARTISANAL AFRICAIN

Liens utiles

- Horizons Solidaires a ouvert sur **le site www.horizons-solidaires.org** la page Plate-Forme Burkina-Faso disponible au lien internet suivant : **http://www.horizons-solidaires.org/pages/presentation_plateformes_burkina.htm**
C'est aux membres de la Plate-Forme Burkina-faso qu'il appartient de faire vivre cette page internet de la manière la plus interactive possible. Ils sont invités à transmettre toutes les informations concernant leur actualités et évènements sur lesquels ils souhaitent communiquer.
- Ambassade de France au Burkina-Faso : **www.ambafrance-bf.org**
- Ambassade du Burkina-Faso en France : www.ambaburkinafrance.org
- Deux sites internet pour se tenir au courant de l'actualité quotidienne du pays :
 - **www.lefaso.net**
 - **www.sidwaya.bf**
- Site officiel du Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision à Ouagadougou : **www.fespaco.bf**

Contact pour la plate-forme BURKINA FASO :

Gwenaëlle ROSSIGNOL
Chargée de Mission

Horizons Solidaires
2 rue Saint Ouen
14000 CAEN
02 31 84 39 09
06 18 84 91 84